



Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

Séance ordinaire du jeudi 22 février 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-deux février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Rosy BUONO, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Audrey LLEDO, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PETIT, Thierry QUILLES, Joël RAYMOND, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Maud BODKIN, Anne BRISSAUD, Henri de VERBIZIER, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Abdi EL KANDOUSSI, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Chantal LÉVY-RAMEAU, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Marie-Christine PANOS, Eric PENSO, René REVOL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Thierry BREYSSE, Roger CAIZERGUES, Jacques DOMERGUE, Carole DONADA, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Gérard LANNELONGUE, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ.

## **Logement - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Actions logement 2018 - Attribution de subvention ISSUE et CCAS Montpellier**

Madame Rosy BUONO, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, le Fonds de Solidarité pour le Logement est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour le territoire de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

Par délibération n°15096 en date du 20 décembre 2017, le Conseil de Métropole a décidé de confier la gestion financière et comptable du FSL à la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de l'Hérault et d'approuver les modalités du partenariat avec la CAF tel que défini par convention.

Pour rappel, le FSL est un « pot commun » alimenté de la contribution de la Métropole, des remboursements de prêts octroyés aux ménages et de la participation d'autres contributeurs partenaires : fournisseurs d'énergie, communes, régies des eaux, bailleurs, CAF....

Le Fonds de Solidarité Logement s'adresse aux personnes modestes qui connaissent des difficultés de logement, en s'appuyant à la fois sur le versement d'aides financières directement aux ménages concernés pour l'accès au logement et le maintien dans le logement, mais également sur le financement d'actions collectives innovantes d'insertion par le logement et d'une offre d'accompagnement social dans le logement mises en œuvre par des opérateurs associatifs ou CCAS (Centre Communal d'Action Sociales).

Ancrées dans la politique sociale du logement de la Métropole, les actions territoriales mises en œuvre dans le cadre du FSL mobilisent les personnes et les territoires dans des démarches participatives et partenariales.

Par délibération n°M2018-39 en date du 25 janvier 2018, le Conseil de Métropole a approuvé l'attribution du concours du FSL métropolitain pour un montant total de 1 223 237 € à 18 premiers organismes en charge d'actions d'insertion par le logement, avec lesquels une convention précisant les obligations des parties est en cours de signature.

La présente délibération vise à entériner le soutien financier apporté par le FSL à deux autres opérateurs pour lesquels il n'avait pas été possible de statuer dès janvier dernier : Issue/Gammes et le CCAS de Montpellier.

Les actions conduites par les deux structures concernent les domaines suivants :

- *Animation d'ateliers recherche de logement*, portant sur le marché immobilier, les droits et devoirs des locataires et des propriétaires, les dispositifs liés au logement ;
- *Mise en œuvre de mesures d'accompagnement social lié au logement*, incluant divers types de mesures en fonction de la situation des ménages : recherche de logement, installation dans les lieux, prévention des expulsions locatives, accédants et propriétaires ;
- *Gestion d'appartements pour accéder à un hébergement d'insertion et de logement adapté*. Il s'agit de la prise à bail et de la gestion de logements par ces opérateurs dans le parc public ou privé de type appartements relais ou sous location à bail glissant pour les mettre à disposition de ménages défavorisés.

Il est proposé d'attribuer une subvention de 553 692 € à l'association Issue/Gammes et une subvention de 114 849 € au CCAS de Montpellier – Bouissonnade, soit un montant global de subventions attribuées de 668 541 €, portant ainsi le financement des actions indirectes du FSL pour 2018, à l'issue des Conseils de janvier et février, à la somme totale de 1 891 778 €.

Les actions d'accompagnement permettent aux ménages les plus démunis de disposer d'un soutien essentiel dans la réussite de leurs projets, que ce soit d'accession à un logement ou de maintien dans celui qu'ils occupent mais de manière plus favorable. Elles ont vocation à intervenir en tant qu'outil sur l'intégralité du territoire métropolitain.

Les conventions proposées à l'approbation du Conseil à intervenir avec chacune des structures ont pour objet de définir les obligations réciproques des parties en matière d'organisation, de fonctionnement et de financement des actions d'accompagnement au profit des publics public défini dans le règlement intérieur du dispositif. Elles définissent également les méthodes et outils d'évaluation des actions sur un plan quantitatif, qualitatif et financier. Ces conventions seront signées pour une durée d'un an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution du concours du FSL métropolitain pour un montant total de 668 541 € aux 2 opérateurs précités sous réserve de la signature des conventions afférentes ;
- dire que les paiements seront crédités sur le compte des opérateurs par la Caisse d'Allocations Familiales, gestionnaire comptable et financier du FSL ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer les conventions à intervenir avec chacun des deux organismes subventionnés ainsi que tous documents se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **8 MARS 2018**

Pour extrait conforme,  
le Président



**Philippe SAUREL**

Publiée le : **14 MARS 2018**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **14 MARS 2018**

Réception en Préfecture : **12 MARS 2018**

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.